

**40 États membres**

248

[Albanie](#)[Allemagne](#)[Belgique](#)[Bosnie-Herzégovine](#)[Bulgarie](#)[Chypre](#)[Croatie](#)[Danemark](#)[Espagne](#)[Estonie](#)[Finlande](#)[France](#)[Géorgie](#)[Grèce](#)[Hongrie](#)[Irlande](#)[Islande](#)[Italie](#)["l'ex-République  
yougoslave  
de Macédoine"](#)[Liechtenstein](#)[Lettonie](#)[Lituanie](#)[Luxembourg](#)[Malte](#)[Moldova](#)[Monténégro](#)[Norvège](#)[Pays-Bas](#)[Pologne](#)[Portugal](#)[République slovaque](#)[République tchèque](#)[Roumanie](#)[Saint-Marin](#)[Saint-Siège](#)[Serbie](#)[Slovénie](#)[Suède](#)[Suisse](#)[Turquie](#)

## La Commission européenne, des institutions financières internationales et les États membres de l'UE conviennent de lancer le Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux

**Paris, le 21 octobre 2009** : La Commission européenne, la Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB) ont convenu, avec l'aval des États membres de l'UE, de lancer le Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux. Celui-ci prévoit la mise en place d'un mécanisme conjoint d'aide non remboursable et d'un mécanisme conjoint de prêt destinés à financer la réalisation de projets prioritaires dans les Balkans occidentaux.

L'objectif est de mettre en commun différentes sources de financement, de les coordonner, et d'exercer un effet de levier au moyen d'aides non remboursables pour financer des projets considérés comme prioritaires pour les pays bénéficiaires des Balkans occidentaux. Dans un premier temps, les efforts porteront sur le secteur des infrastructures, y compris les infrastructures sociales, pour concerner ensuite, entre autres domaines, le soutien aux PME et l'efficacité énergétique.

Jusqu'à présent, la Commission européenne a alloué quelque 110 millions d'EUR au soutien du financement de projets d'infrastructures locales et d'interventions d'assistance technique. Cette enveloppe est désormais intégrée dans le mécanisme conjoint d'aide. La BEI, la BERD et la CEB se sont quant à elles engagées à fournir 10 millions d'EUR chacune pour financer des interventions d'assistance technique ou d'autres aides non remboursables, selon les procédures internes de chacune. Les États membres de l'UE et les autres bailleurs de fonds sont invités à apporter des contributions sous forme d'aides non remboursables par l'intermédiaire d'un Fonds européen conjoint pour les Balkans occidentaux, qui sera géré par la BEI et la BERD.

Le mécanisme conjoint d'aide non remboursable contribuera au financement de l'élaboration et de la mise en œuvre de projets prioritaires dans les pays des Balkans occidentaux, à savoir l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, le Kosovo (aux termes de la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies), le Monténégro et la Serbie. Il est essentiel que les projets soient bien conçus et s'inscrivent dans un cadre de réalisation solide pour être capables d'attirer les fonds nécessaires et de contribuer efficacement à la croissance économique des Balkans occidentaux dans le contexte du processus d'adhésion.

Le Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux représente l'unique organe auquel les projets seront soumis par les pays bénéficiaires pour être ensuite examinés par les donateurs et les bailleurs de fonds. Les projets seront sélectionnés en fonction de leur cohérence avec les besoins du pays concerné et de leur pertinence pour ce qui est de leur contribution à la réalisation des priorités fixées par l'UE en matière d'adhésion.

Un mécanisme conjoint de prêt sera associé au mécanisme conjoint d'aide non remboursable. La BEI, l'institution financière de l'Union européenne, et la BERD se sont engagées à mettre à disposition une enveloppe de 1 milliard d'EUR à répartir sous forme de prêts. De même, la CEB a l'intention de développer ses financements à l'appui de projets sociaux dans la région.

L'accord portant création du Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux sera signé dans les prochaines semaines.